

Japon : un appel contre les logiques de guerre en Asie du Nord-Est

lundi 1er octobre 2012, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2012).

Le 28 septembre dernier, à l'initiative de militant.e.s pacifistes, intellectuels, journalistes et avocats, environ 1500 personnes ont lancé au Japon un appel pour « stopper le cercle vicieux des conflits territoriaux » [1]. Depuis quelques semaines en effet, la tension est vive en Asie du Nord-Est sur la question des îles Senkaku et Takeshima [2]. Actuellement occupées par Tokyo, elles sont revendiquées par la Chine et la Corée qui dénoncent une spoliation coloniale vieille d'un siècle. Dans un contexte de crise sociale, un tel conflit territorial peut être utilisé par les mouvements nationalistes nippons les plus agressifs, anti-Chinois et anti-Coréens.

Cet appel a donc pour objectif de porter un coup d'arrêt à la montée du chauvinisme nippon et de collaborer avec les mouvements citoyens de la région pour trouver une solution à la crise. Il est signé avant tout par des militant.e.s indépendant.e.s, tous les partis institutionnels du pays (y compris le Parti communiste) revendiquant la souveraineté japonaise sur ces îles. En revanche, de petites formations d'extrême gauche, comme nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire (LCRJ), soutiennent l'appel [3].

Pour les signataires de l'appel, le conflit n'est pas territorial, mais historique. Tokyo occupé les îles Senkaku en 1895, à l'issue de la guerre sino-japonaise. Il a revendiqué la possession de Takeshima en 1905, dans le contexte de la guerre russo-japonaise et alors que la colonisation de la Corée était engagée. Il a profité d'une situation de faiblesse de ses pays voisins. Aujourd'hui encore, ce sont les autorités japonaises qui ont réveillé ces plaies en évoquant la nationalisation des Senkaku le jour anniversaire de l'invasion de la Chine par les armées nippones, en 1937 !

Pour qu'une solution pacifique puisse être négocié, soulignent les signataires, il faut que le Japon reconnaisse sans ambiguïté ses torts historique en Extrême-Orient, et admette qu'une question territoriale se pose effectivement. Les eaux autour de Senkaku sont fréquentées par des pêcheurs de Taïwan et d'Okinawa - ils ne souhaitent pas devenir les otages d'un conflit géopolitique.

L'appel du 28 septembre propose une gestion commune par les pays de la région des richesses océaniques autour des îles contestées. Ils demandent qu'un cadre de coopération soit constitué entre les mouvements citoyens du Japon, de Chine, de Corée, d'Okinawa et de Taïwan.

Quelles que soient les limites politiques de cet appel, il est très important que des voix s'élèvent au Japon contre l'instrumentalisation nationaliste de la « souveraineté » nipponne. Ce conflit territorial s'exacerbe avec pour arrière-plan la montée de tensions géopolitiques lourdes de menaces pour tous les peuples de la région. Une question sur laquelle notre hebdomadaire reviendra.

Pierre Rousset

P.-S.

* Article à paraître dans l'hebdomadaire TEAN daté du 4 octobre 2012.

Notes

[1] Le texte anglais de l'appel est disponible sur le site europe-solidaire.org (article n°26485), [Japanese Citizens' Appeal : Stop the Vicious Cycle of Territorial Disputes](#).

[2] Il s'agit des noms japonais, les plus utilisés internationalement. Ces îles en portent d'autres en chinois ou coréen.

[3] Voir sur ESSF (article 26486), [A peace activists' statement to stop chauvinist-nationalist offensive in Japan](#).